

Cédric Chouviat, un livreur au travail assassiné par la police

Le décès de Cédric Chouviat a eu lieu suite au contrôle de police effectué alors qu'il était en train de travailler.

Il a été interpellé, a subi une clé d'étranglement puis a été plaqué au sol par quatre policiers et asphyxié d'après les éléments publiés par le procureur et relayé par ses avocats.

De nombreuses personnes travaillent en particulier en région parisienne en scooter ou en vélo. Imaginer que cela puisse avoir de telles conséquences est insupportable.

Comment en est-on arrivé là ?

Depuis quelques années, la police reste impunie dans des actions à l'encontre de différentes catégories de la population : décès de jeunes des quartiers populaires dont la liste ne cesse de s'allonger, actions à l'encontre de manifestant-es avec le décès de Zineb Redouane qui était à sa fenêtre... On a eu de plus ces derniers mois, le décès de Steeve Maia Caniço lors de la fête de la musique à Nantes à la suite d'une opération de police totalement disproportionnée et aujourd'hui celle de Cédric Chouviat pendant son travail par des policier-ères agacé-es semble-t-il parce qu'il avait décidé de les filmer pendant son interpellation.

Qui est responsable ?

Ceux et celles qui l'ont fait mourir qui semblent s'être arrogé le droit d'agir sans retenue, sans aucun doute. Mais aussi tout ceux et celles qui protègent ces exactions, qui n'ont toujours pas rendu justice à Adama Traoré, mort dans des conditions similaires et qui persécutent sa famille, qui ne traitent pas ou si peu les nombreuses plaintes des victimes de la police ou qui les jugent à décharge des policiers. Ceux et celles qui ont pris l'initiative d'un débat pour interdire de filmer les policier-ères en action, et encore ceux qui se refusent à interdire les pratiques policières qui ont amené à plusieurs reprises à des décès ou les armes qui blessent gravement. Ces responsables sont policiers de haut rang, préfets, procureurs, juges, député-es, ministres... C'est une responsabilité de l'Etat.

L'Union syndicale Solidaires appuie l'initiative de la Ligue des Droits de l'Homme d'appeler à une marche blanche dimanche 12 à 14h30 à l'hotel de ville de Levallois.

31 rue de la Grange aux belles 75 010 Paris	Téléphone 33 1 58 39 30 20 Télécopie 01 43 67 62 14	contact@solidaires.org www.solidaires.org
--	--	--

